

BUDGET

2000 POSTES EN MOINS... C'EST QUOI LA SUITE ?

**+ 6,8%...
Non, ce n'est
pas la NAO, ni la
hausse des
effectifs,
mais la hausse du
chômage en 2025 !**

L'année 2025 a été particulièrement difficile pour les agents de France Travail et pourtant, 2026 s'annonce encore pire.

Alors que le plan d'efficiencia va continuer de se déployer, avec le basculement de 600 ETP au niveau national des fonctions support vers le réseau, il est désormais annoncé la suppression de 515 ETP CDI, 523 ETP CDD et 1 000 services civiques en moins.

Un coup dur pour les collectifs

Ces annonces constituent un nouveau choc pour les équipes. Personne n'est épargné. C'est un non-sens total au regard des exigences de la loi Plein emploi : faire toujours plus... Avec toujours moins !

Accepteriez-vous un diagnostic médical personnel en collectif ? Bien sûr que non. Et pourtant, c'est exactement ce qu'il est demandé de faire aux agents avec les usagers.

Des conséquences concrètes et immédiates :

- en moyenne un agent et un service civique en moins par agence
- DPA et contrats d'engagement en collectif avec quelle qualité ?
- Gestion de l'accueil accrue pour les conseillers (moins de services civiques)
- invitation à quitter les fonctions supports pour rejoindre le réseau

Des choix incompréhensibles

Pendant que l'on supprime des postes, en transfère d'autres, et exige toujours plus de productivité, une nouvelle lubie tombe du ciel : le recrutement d'un général de l'armée pour répondre aux besoins de recrutement.

Les professionnels de France Travail ne seraient-ils donc plus compétents ? Cela expliquerait-il pourquoi la DG a recruté de nombreux DGA, tout en demandant aux agents de faire toujours plus d'efforts ?

**La CFTC le répète depuis plus d'un an :
il est impératif d'adapter nos ambitions à nos moyens.
À défaut, on va droit dans le mur !**

Contact

syndicat.cftc-emploi@francetravail.fr



[cftcemploi](#)

**Adhérez en
cliquant ici !**